

# **Campus Compétences Entreprises Lozère - nouveau siège CCI Mende (48)**



## **PRO – CCAP – Annexe**

### **CHARTRE DE CHANTIER PROPRE A FAIBLE IMPACT ENVIRONNEMENTAL**



04 /01/2023

Rédacteur : Matéo Bacqué

*La charte de chantier propre, en tant qu'annexe du CCAP, est un document contractuel qui s'impose à toutes les entreprises et à leurs sous-traitants ou cotraitants.*

## Sommaire :

1. Objectifs :	2
2. Organisation – responsabilités	2
2.1. Organisation	2
2.2. Responsabilités	4
2.3. Interdictions	5
2.4. Pénalités	5
3. Limiter les nuisances pour les Hommes	6
3.1. Nuisances envers les intervenants du chantier	6
3.2. Nuisances envers les riverains	7
4. Limiter les nuisances à l'environnement	8
4.1. Eau	8
4.2. Sol	8
4.3. Arbres	9
4.4. Air proche	10
4.5. Air lointain	10
5. Gestion des déchets de chantier	12
5.1. Principes :	12
5.2. Prestations « Déchets » à charge du RAC :	12
5.3. Schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED)	15
5.4. Modalités pratiques d'organisation du tri des déchets.	18
6. ANNEXE - Législation en vigueur.	19
7. Annexe : centres de stockage des déchets	22
8. Annexe : Exigences BDO en matière de chantier vert	24
9. Signatures des entreprises :	25

## Préambule

Le projet poursuit une démarche environnementale ambitieuse, celle de **Bâtiments Durables d'Occitanie, niveau Or**. A ce titre, la démarche BDO impose certains éléments de chantier vert, qui sont intégrés à la présente charte. Les spécificités sont une attention accrue aux effets du vent, à l'impact du soleil sur les produits stockés, etc.

### 1. Objectifs :

Un chantier à faible impact environnemental vise deux objectifs principaux :

- **Limitier les nuisances** pour le personnel du chantier et pour les riverains (bruit, poussières, salissures, circulation, stationnement...)
- **Minimiser les impacts sur l'environnement et sur les ressources naturelles**. Les techniques, matériaux et produits mis en œuvre pour construire un bâtiment ou le réhabiliter peuvent éventuellement polluer l'air, l'eau et le sol. Ils engendrent des déchets dont le volume très important fait de leur traitement un véritable enjeu environnemental.

### 2. Organisation – responsabilités

#### 2.1. Organisation

Pour l'organisation et le suivi du CHANTIER PROPRE, le Maître d'Ouvrage a missionné le **bureau d'études PLUS DE VERT**, pour la mise au point et le suivi de la présente charte. Personne référente : Laurent FARAVEL – 06 07 39 69 54 – plusdevert@plusdevert.fr

Un **responsable de l'application de la charte (RAC)** est désigné : **l'entreprise titulaire du lot Gros-Œuvre est responsable de la bonne application de la charte**. Elle désignera une personne unique référente.

Cette entreprise a pour mission spécifique de RAC :

- **D'être l'interlocuteur** de la maîtrise d'œuvre mais aussi des autres entreprises pour tout ce qui concerne la mise en œuvre de la charte. A ce titre elle devra informer les entreprises intervenant sur chantier et répondre à leurs questions.
- De **gérer au quotidien** les différents dispositifs évoqués plus loin.
- De mettre en place et de veiller au bon fonctionnement de dispositifs de **comptage de chantier : électricité et eau**
- De **rendre des comptes** à la maîtrise d'œuvre sur les problèmes éventuels, et sur la réalité de l'activité.

Le RAC sera tenu de fournir à la maîtrise d'œuvre les éléments justifiants de la bonne organisation en préparation de chantier :

- Un **plan d'installation de chantier** intégrant les dispositifs « verts » de la charte.
- Un **Plan Assurance Environnement (PAE)** précisant les mesures prises pour éviter toute pollution du site.
- Un SOGED (Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets).

Le PAE prévoira notamment la présence continue sur chantier d'un kit de dépollution qui contient des éléments absorbants à mettre en place pour récupérer le maximum des produits toxiques.



*Exemple de kit de dépollution*

Le PAE inclura le descriptif des **déblais** prévus et la procédure prévue pour leur réutilisation (Sur site 100% des remblais sont prévus d'être directement réutilisés)

A la fin de la phase de préparation de chantier, **le RAC est tenu d'organiser une réunion**, exigée dans la démarche BDO, au cours de laquelle il montrera aux entreprises **par quel moyen il a traduit dans l'organisation de chantier les exigences environnementales** (qui seront présentées par le AMO BDO).

Le RAC a pour mission la tenue à jour en continu d'un **registre spécifique relatif aux mouvements de bennes de déchets**, et la remise mensuelle des **bordereaux de suivi de déchets**. Ainsi que la tenue à jour d'une **main-courante** « Charte chantier propre » notant les événements survenus et les solutions apportées.

Pour **tout produit faisant l'objet d'une Fiche de Données de Sécurité**, celle-ci devra **être fournie à l'arrivée sur le chantier, rangée dans le classeur ci-dessus**, et les prescriptions inscrites sur les fiches de données sécurité devront être respectées.

**Chaque entreprise titulaire d'un lot désignera un interlocuteur pour l'application de la charte pour ce qui la concerne.** Cette personne de l'entreprise devra être sur site quotidiennement durant l'intervention ; elle sera habilitée et pourra être un conducteur de travaux, un chef de chantier, ou un chef d'équipe. Le RAC en fournira la liste exhaustive à la maîtrise d'œuvre.

## 2.2. Responsabilités

**La présente Charte Chantier Propre est une pièce contractuelle qui s'impose à toutes les entreprises titulaires d'un lot du chantier.**

Principes :

- Chaque entrepreneur devra laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il a la charge. Pour tous les corps d'état, il conviendra de réserver au moins 10 minutes sur le temps de travail journalier aux opérations de rangement et de nettoyage pour chacun des compagnons.
- Chaque entrepreneur a la charge du tri et de l'évacuation de ses propres déchets jusqu'aux bennes de stockage prévues à cet effet.
- Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.
- 
- Chaque entrepreneur a la charge de protéger ses matériaux et ouvrages des intempéries et des chocs. C'est le cas en particulier des tuyaux et gaines à protéger de la poussière et de la terre.
- L'entreprise RAC est responsable :
- De **l'organisation du chantier** pour éviter les nuisances
- De la **gestion des déchets de chantier vers l'extérieur**, et de la gestion du tri sélectif pour la collectivité des entreprises
- De **l'information des riverains** sur l'interface avec le chantier

En cas de non-respect du nettoyage quotidien par les entreprises, le Maître d'oeuvre sera contraint de faire procéder aux opérations de nettoyage, sans mise en demeure préalable, par tout entrepreneur ou entreprise extérieure de son choix, aux frais de l'entrepreneur (ou des entreprises) défaillant(es), ou, si cet entrepreneur ne peut être déterminé, par imputation des dépenses au compte de dépenses communes (prorata).

Le paiement de l'entreprise spécialisée (ou de l'entreprise du chantier) qui aura réalisé ce nettoyage, sera effectué par le compte prorata et imputé par le gestionnaire de celui-ci aux entreprises concernées indiquées par le Maître d'oeuvre. Il ne sera pas nécessaire, pour procéder à ces opérations, d'obtenir l'aval du comité de gestion du compte prorata ; seule la décision du Maître d'oeuvre fera foi.

### 2.3. Interdictions

- Brûler les déchets sur le chantier : (issus des principes généraux institués notamment par les lois n° 61-842 du 2 Août 1961 et n° 92-646 du 13 juillet 1992)



Par extension, les **feux de toute nature sont interdits sur le chantier.**

- Abandonner ou enfouir des déchets quels qu'ils soient (même inertes) dans des zones non contrôlées administrativement comme par exemple des décharges « sauvages » ou des chantiers.

### 2.4. Pénalités

Le non-respect des consignes de tri et des exigences fixées dans la présente charte est passible de **pénalités** qui seront appliquées par le maître d'œuvre selon les modalités fixées au CCAP.

### 3. Limiter les nuisances pour les Hommes

Le RAC devra identifier dans son PAE (Plan Assurance Environnement) les travaux à risque d'émission potentielle de poussière et préciser les moyens prévus pour limiter la dispersion en dehors de la zone de travaux.

Il listera aussi les travaux à risque d'émission de gaz ou fumées toxiques et précisera les moyens prévus pour réduire leur survenance et, le cas échéant, faciliter leur dispersion.

#### 3.1. Nuisances envers les intervenants du chantier

La protection de la santé et la sécurité des ouvriers sur le chantier font l'objet d'une mission particulière, distincte de la présente charte, qui vise par ce chapitre à améliorer le confort de tous.

Chaque intervenant du chantier veillera à limiter le bruit des engins utilisés sur le chantier. A titre indicatif un niveau sonore maximal de 80 dB(A) à 10 m (correspondant à peu près à 108 dB(A) à la source) est un maximum à ne pas dépasser. De plus, si des ouvriers sont soumis à des bruits excédant 80 dB(A), le RAC devra veiller à ce que les ouvriers portent un casque de protection auditive.

- Eviter les reprises au marteau-piqueur sur du béton sec.
- Utiliser pour la découpe les appareils les moins bruyants comme des scies à lames
- A service équivalent, préférer les engins électriques aux engins pneumatiques.
- Utiliser des engins insonorisés

Traitement des émissions de poussières (utilisation de **matériel de découpe avec aspirateur, aspiration des lieux**, arrosage, etc.) et traitement des créations de boues obligatoire par chaque entreprise en générant.

Les entreprises utilisant des matériaux dont la mise en œuvre (découpe, etc.) engendre des nuisances (poussières, émissions de gaz, etc.) nécessitant le port d'équipements spécialisés veilleront à ne pas mettre en danger les intervenants d'autres entreprises travaillant à proximité.

En particulier, au cas où le lot Electricité fasse des trous dans l'isolant avec une boule chaude (**ce qui est proscrit** car cela compromet aussi la bonne étanchéité à l'air du bâtiment), les gaz et fumées sont susceptibles de générer des maux de tête, sans préjuger d'autres dégâts à long terme. Une telle opération ne peut se faire sans protection (masque) de l'opérateur ni en présence d'autres ouvriers ni sans une ventilation particulièrement importante.

Le **polystyrène sera découpé au fil chaud** pour éviter l'émission de billes ; ceci se fera dans un lieu très ventilé pour évacuer les fumées.



### 3.2. Nuisances envers les riverains

Le RAC est chargé :

- D'informer les riverains des grandes phases du chantier et des horaires de celui-ci. Cette information se fera par voie d'affichage permanent, visible de la voie publique, ainsi que par une réunion initiale d'information du voisinage, en phase de préparation de chantier. Cette information pourra aussi se faire au fil des demandes des riverains.
- De programmer les opérations les plus bruyantes dont il a la charge à des horaires respectant le voisinage. Chaque intervenant du chantier veillera à limiter le bruit du chantier. A titre indicatif un niveau sonore maximal de 70 dB(A) à l'extérieur du chantier est un maximum à ne pas dépasser. L'utilisation d'engins bruyants est interdite à l'heure de la sieste, de 13h à 14h.
- De veiller au traitement des émissions de poussières (aspiration, arrosage, etc.) par chaque entreprise qui en génère.
- De veiller au bon état de propreté des roues avant que les engins ne quittent le chantier. A cet effet **il est demandé au lot GO de mettre en place une zone de débouage = noue remplie d'eau avec une grille posée au fond, en sortie de chantier, pour éliminer le plus gros de la boue.**  
Si malgré cela des morceaux de terre salissent la route, le lot GO veillera à les faire retirer sans tarder, afin que la rue reste en état de propreté acceptable.



*Voierie salie par un camion qui n'a pas été débouagé*

- De veiller à ce que le **nettoyage hebdomadaire soit respecté chaque vendredi**, afin de réduire le risque d'envol de déchets vers les voisins et terrains avoisinants.
- Un **suivi journalier de l'état des abords du chantier** est imposé. Le **nettoyage de ce qui provient de notre chantier est à la charge du RAC.**
- De veiller à ce que les **cheminements voitures, piétons et cyclistes**, ainsi que réseaux secs et humides **ne soient jamais interrompus** par les activités du chantier.



## 4. Limiter les nuisances à l'environnement

L'entreprise du Gros-Œuvre devra rédiger un Plan Assurance Environnement (PAE) précisant les mesures prises pour éviter toute pollution du site, et en particulier par des infiltrations de produits liquides dans le sol.

### 4.1. Eau

L'eau est un bien précieux à protéger. Certains produits comme des huiles (de décoffrage, etc.) et des eaux de lavage (bétonnière, lance à plâtre et enduit) peuvent polluer accidentellement et gravement les eaux de surface et souterraines, ce qui doit absolument être évité structurellement par des **systèmes de rétention et de collecte, à mettre en place par le RAC et à figurer dans son PIC et son PAE.**

Les zones de stockage seront imperméabilisées et dotées d'une collecte afin d'éviter l'infiltration des eaux de ruissellement dans le sol.

Le lavage en dehors de la zone de lavage qui sera définie par le RAC est interdit et passible d'une pénalité cf CCAP. Les zones de lavage et débouillage seront imperméabilisées et dotées d'une collecte afin d'éviter l'infiltration des eaux de lavage dans le sol.

Il est strictement interdit de rejeter des polluants dans les réseaux d'assainissement. Le RAC veillera à ce que les cuves de collecte soient vidangées et leur contenu envoyé vers un site de traitement, de façon à éviter tout débordement intempestif en cas d'orage.

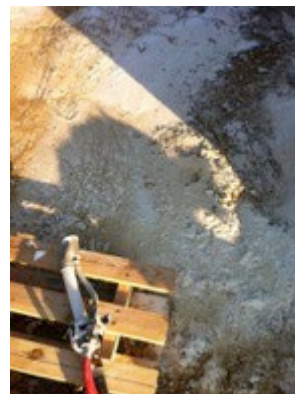
*Exemple de benne de nettoyage des bennes à béton :*



*Par rapport à cet exemple, il faudrait remplacer le géotextile trop fragile par un grillage fin permettant de récupérer de temps en temps les fractions solides de béton pour les mettre en benne de déchets inertes, comme la couche de fond solidifiée.*

### 4.2. Sol

Certains produits comme des huiles (de décoffrage, hydraulique, etc.) et des eaux de lavage peuvent le polluer accidentellement, ce qui doit absolument être évité, contre-exemples à ne pas reproduire :



Le RAC prévoira une **procédure d'urgence à tenir en cas de renversement accidentel, visant l'objectif premier d'aucun écoulement vers le milieu naturel**, et comprenant l'excavation la plus rapide possible du sol souillé, sa mise en bacs étanches et son envoi pour traitement en site autorisé. Le RAC devra en informer immédiatement le BET BDO, l'architecte et la MOA.

Les **huiles de décoffrage seront uniquement végétales**, à l'exception d'huiles minérales. Elles seront de la catégorie PUR VEGETAL selon le classement SYNAD soit « 5 gouttes » sur les critères suivants :

- Environnement (biodégradabilité ultime du composé, pas de pollution de l'atmosphère)
- Santé (pas d'évaporation de COV et 0% de teneur en aromatiques)
- Sécurité feu (point d'éclair > 100°C)

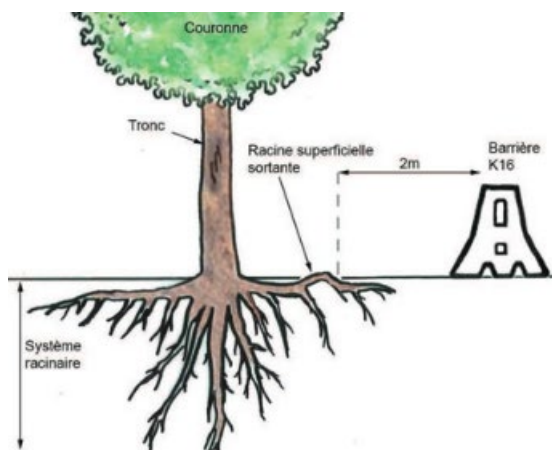
La concentration en huile ou en solvant végétal doit être supérieure à 95%. Les cuves, bidons, fûts et pots devront porter l'étiquetage réglementaire non altéré.

### 4.3. Arbres

Une partie des arbres existants sur sites **devront être conservés**. Les franges d'arbres situés en bordure Ouest ainsi qu'en bordure Nord de la parcelle feront notamment partis de la liste des arbres à conservés.

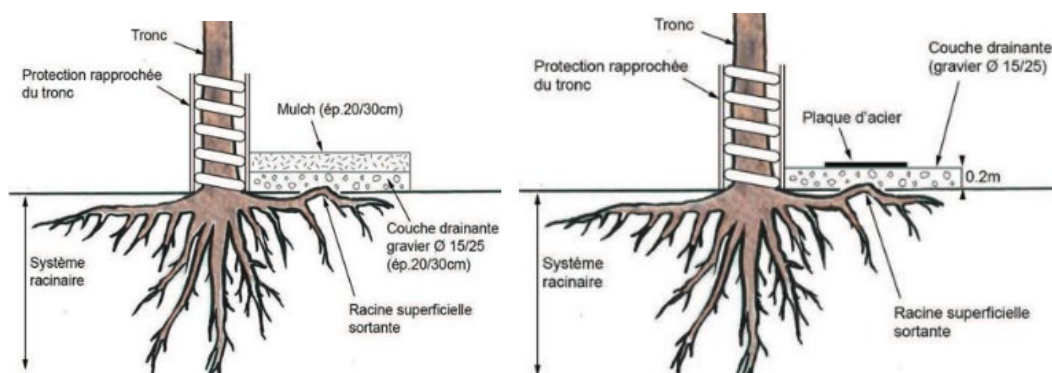
Un chantier peut facilement causer des dommages irréversibles aux arbres à proximité, par conséquent des mesures particulières devront être mis en place pour les protéger.

L'ensemble des manœuvres et des déplacements des engins devront être canalisé hors de la zone de développement racinaire des arbres, c'est-à-dire hors de la projection de la couronne au sol, augmentée de 2 m. Ainsi la circulation des engins devra être écarté par un balisage type rubalise ou par des séparateurs K16.



Balísage pour la circulation des engins

Si le balísage n'est pas du tout possible d'une part le tronc des arbres devra être entouré sur une hauteur de 2 m afin d'éviter les frottements et les impacts. D'autre part des protections de type mulch, mulch + gravier ou encore gravier + plaques acier devront être mis en place.



Le stockage de terre ou de décharge au pied l'arbre seront proscrits ainsi que la destruction du sol naturel sur un rayon de 4m.

#### 4.4. Air proche

Au-delà de l'émission de certains composés chimiques, l'air du site peut être pollué par les **poussières fines de certains moteurs diesel, cancérigènes**. Chaque entreprise veillera donc à **ne pas laisser tourner inutilement les moteurs de ses engins** ou de ses transporteurs.

En période sèche, les travaux générateurs de poussières seront réalisés après arrosage superficiel des surfaces concernées afin de limiter les envols de poussières dans l'air ambiant.

#### 4.5. Air lointain

Certains composés chimiques n'ont que peu d'impact au moment de leur émission, mais en ont par la suite de manière globale pour la planète :

- gaz à effet de serre comme le CO<sub>2</sub> et le méthane.

Chaque entreprise veillera donc à ne pas laisser tourner inutilement les moteurs de ses engins ou de ses transporteurs.

- gaz détruisant la couche d'ozone (essentiellement CFC et HCFC, théoriquement plus utilisés mais qui peuvent se retrouver dans de vieux équipements thermiques). Les entreprises manipulant ce genre d'équipements, notamment en phase de démolition, veilleront à ne pas les dégrader afin que les gaz puissent être récupérés en centre de traitement.

## 5. Gestion des déchets de chantier

### 5.1. Principes :

Chaque entrepreneur devra laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il a la charge.

Chaque entrepreneur a la charge du tri et de l'évacuation de ses propres déchets jusqu'aux bennes de stockage prévues à cet effet.

Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

En cas de « mauvais tri » au niveau des bennes, un nouveau tri sera effectué à la charge exclusive de l'entreprise ou des entreprises concernées.

Le chantier doit être **nettoyé en totalité au moins une fois par semaine le vendredi**. Ce nettoyage vise en particulier à empêcher l'envol de déchets, poussières, etc. au cours du week-end.

### 5.2. Prestations « Déchets » à charge du RAC :

Le RAC proposera au maître d'ouvrage :

- Le nombre et l'organisation de plates-formes de tri nécessaire, qui devront être validée par le BET Environnement de la maîtrise d'Oeuvre.
- Le nombre de bennes et le personnel suffisant pour assurer un fonctionnement optimal de la gestion des déchets de chantier.
- Un représentant de chaque entreprise qui assurera au sein de son entreprise ou de son groupement d'entreprise, la formation du personnel au tri sélectif sur le chantier.
- En particulier, la formation s'appuiera sur les visuels d'aide au tri sélectif détaillés ci-dessous, dont une copie sera mise en place au niveau de chaque type de benne :



*exemple partiel*

Seront mis en place ou effectués :

- La plateforme de tri, y compris la construction des zones de déchargement et d'aire d'accès, le confinement des eaux de ruissellement pour traitement ou évacuation, l'éclairage de la zone de tri, le balisage et la protection de la zone et des aires de déchargement.
- 
- Les clôtures par panneaux soudés ou cadenassés permettant l'interdiction physique d'accès aux bennes en dehors des heures autorisées.
- 
- 
- Le personnel et des moyens en nombre suffisant pour assurer le contrôle, le suivi, l'évacuation des et l'entretien de la plateforme de tri. Ce personnel recensera les difficultés rencontrées auprès du RAC qui les intégrera aux réunions de chantier hebdomadaire.
- 
- Le suivi de l'évolution de la masse des déchets générés par le chantier via les bordereaux de suivi.
- 
- Mise en place d'un document listant tous les mouvements de bennes, à mettre à jour et à conserver dans la cabane de chantier
- 
- L'évacuation de ces bennes vers les centres de traitement appropriés et le renouvellement des bennes jusqu'à la fin du chantier si nécessaire.
- 
- La tenue à jour et la diffusion au maître d'ouvrage, à la coordination de travaux, au BET Environnement, ainsi qu'à l'AMO Environnement BET Environnement de **100% des bordereaux de suivi des déchets de chantier visés par l'entreprise.**
- 
- Le nettoyage de la plateforme selon les besoins et sur ordre du maître d'œuvre ou de la coordination de chantier.
- 
- Le déplacement des parcs de bennes et de la plateforme si nécessaire selon les différentes phases du chantier.
- 
- Le repli de toutes les installations relatives au tri, en fin de chantier sur décision du maître d'œuvre.

Le gestionnaire du compte sera rémunéré dans les conditions fixées aux pièces administratives du marché.

•

La plateforme de tri de déchets comprendra à minima :



- Un volume **Déchets Inertes** : Pour gravats, pierre, parpaings, faïence, carrelage, matériaux naturels non souillés, déchets de gros œuvre et/ou de démolition non souillés, compris béton non armé, briques, tuiles, terres et matériaux de terrassement, fibre-ciment (sans amiante) non souillées, céramiques non souillées, certains matériaux enrobés et coulés, plâtre. Il est interdit de souiller des déchets inertes avec d'autres types de déchets.
- 
- Un volume **DnD** : Pour plastiques, caoutchoucs, thermoplastiques (PVC, Polystyrène), thermodurcissables, câblages, plaques de plâtres, laine minérales, laitiers, peintures et vernis sans solvants, fibres végétales, animales et synthétiques, verre, bois non traité, certains bois traités (panneaux de particule, placages chutes), produits de synthèse, complexe d'étanchéité bitumineux, asphaltes, matières plastiques composites, expansées, stratifiées, contrecollées, matériaux de construction contenant de l'amiante avec liant non minéral (ex : vinyl-amiante), certaines peintures et vernis sans solvant et secs, certains matériaux secs souillés de ces mêmes peinture ou vernis.
- 
- Un volume **Déchets Dangereux** : Pour peinture, vernis, solvants, diluants, mastics, huiles de toutes natures, abrasifs, goudrons, brais, coaltar et dérivés, tubes fluo, accumulateurs, composants électriques, certains bois traités (CCA, créosote...), colles animales, végétales, synthétiques, matériaux non secs souillés de peinture, vernis, colles..., détergents, absorbant, filtres, essuyages, protections souillées, agents de soudage, brasage, agents de protection (anti-corrosifs, adjuvants de bétons, agents de préservation du bois, ignifugeants...), batteries.
- Un volume **Emballages = Cartons + plastiques d'emballage**, dont le suivi spécifique est obligatoire.
- Un volume Ferrailles et ouvrages métalliques
- Un volume **Bois et dérivés** : Pour chutes de poutres, poteaux et bardage, palettes, agglomérés de bois, stratifié, bois de coffrage, tasseau, etc...
- Un volume (20 à 50 litres) **pour piles et accumulateurs** (le contenu de ce container suivra le même circuit que le container Déchets Dangereux).
- 
- Un volume **Ordures Ménagères** à proximité de la cabane de chantier, pour les déchets de repas
-

### **5.3. Schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED).**

Le schéma d'organisation et de gestion des déchets est mis au point pendant la période de préparation par l'entreprise organisatrice du tri et de l'enlèvement des déchets (RAC), sous la conduite du maître d'œuvre, du coordonnateur SPS et du BET Environnement. Sa rédaction provisoire est communiquée à l'ensemble des entreprises qui formuleront leurs remarques éventuelles avant approbation par le maître d'œuvre, du coordonnateur SPS et du BET Environnement. Il est alors notifié aux entreprises.

Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants (maîtrise d'ouvrage, entreprises, maître d'œuvre...) traitant spécifiquement de la gestion des déchets de chantier.

Le SOGED a pour but de définir :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier
- les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations etc...),
- les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir,
- l'information, en phase travaux, du maître d'oeuvre quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité,
- les moyens matériels et humains mis en oeuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets.
- Les dispositions prises pour assurer la reprise des emballages par les fournisseurs

Le SOGED est communiqué au maître d'œuvre à la fin de la période de préparation.

## Exemple de SOGED simplifié :

### Le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED)

Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants (maître d'ouvrage, entreprises, maître d'œuvre, etc.) traitant spécifiquement de la gestion des déchets du chantier.

Il est remis par l'entreprise avec son offre et mis au point définitivement en phase de préparation du chantier.

Il convient donc de renseigner par l'entreprise les rubriques suivantes et le tableau ci-joint :

- I** Identifiez les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage, de recyclage ou de regroupement.  
(voir carte annexée disponible à l'adresse : [www.finistere.pref.gouv.fr/sommaire8.htm](http://www.finistere.pref.gouv.fr/sommaire8.htm), dans le plan de gestion des déchets de chantier. Les équipements mentionnés sur cette carte ne sont pas une liste exhaustive)

CSDU classe 1 : .....

.....

.....

CSDU classe 2 : .....

.....

.....

CSDU classe 3 : .....

.....

.....

Centres de regroupement : .....

.....

.....

Unités de recyclage : .....

.....

.....

- II** Précisez les méthodes qui seront employées pour gérer les déchets : .....
- .....
- .....
- .....
- .....
- .....
- .....
- .....

**III** Si le tri des déchets est possible sur site, précisez comment il sera effectué sur le chantier (bennes, stockage, emplacement sur le chantier des installations, etc.) : .

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

**IV** Indiquez les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux : .....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

**V** Notez les moyens matériels et humains qui seront mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets : .....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

**Documents annexés :**

- carte des centres de stockage des déchets ultimes de classe 3 et des centres de recyclage;
- bordereau de suivi des déchets de chantier et de bâtiment.

## 5.4. Modalités pratiques d'organisation du tri des déchets.

Dans la pratique :

- Après nettoyage de ses zones de travail et donc de rassemblement de ses déchets, gravats, résidus de matériaux et autres emballages, chacune des entreprises achemine ces derniers jusqu'au site de tri et stockage.
- Là, chaque entreprise doit assurer le tri de ses déchets sous la surveillance et le contrôle de son représentant « gestion des déchets ».
- Le responsable, posté près des bennes, vérifiera le bon déroulement du tri et informera la maîtrise d'ouvrage et l'OPC des problèmes rencontrés.
- Si besoin, il informera le représentant « gestion des déchets » du RAC de la nécessité de remplacer à court terme les bennes.
- Il est de la responsabilité du RAC d'anticiper le remplacement des bennes si celles-ci sont presque pleines ou inaptes à recevoir les déchets.
- Le RAC est responsable de la collecte et de la conservation des documents justificatifs du respect de la réglementation sur le traitement des déchets :
  - Les arrêtés préfectoraux, d'autorisation des centres de regroupement, transit, tri, valorisation, élimination et mise en centre de stockage.
  - Les copies des certificats d'acceptation préalable des déchets en centre de classe I.
  - La fourniture des agréments nécessaires pour la collecte, le transport et la valorisation des déchets d'emballage industriel, déchets inertes, DIB et déchets dangereux.
  - Le justificatif d'inscription au registre des transporteurs et des loueurs. En cas de sous-traitance, ce document devra être accompagné d'un contrat de transport écrit.
  - La mise à disposition du formulaire type de déclaration en préfecture pour le transport de chargement de plus de 100 kg de déchets dangereux et de plus de 500 kg de déchets non dangereux sauf transport des matériaux inertes.
  - Les bordereaux certifiant le traitement du déchet dans le respect de la réglementation.

Par ailleurs, l'entreprise responsable (RAC) devra se conformer au règlement du transport des matières dangereuses (RTMD).

**Une benne mal ou non triée coûte 10 fois plus cher pour sa mise en centre de traitement. Le paiement de la mise en centre de traitement se faisant par le compte prorata, il est de l'intérêt de toutes les entreprises de respecter le tri des déchets de chantier.**

## 6. ANNEXE - Législation en vigueur.

### BRUIT :

Code du Travail, partie relative à la protection contre le bruit sur les chantiers

Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 dite " Loi Bruit " avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit

### DECHETS :

Décret n°2011-828 du 11 juillet 2011 portant diverses dispositions relatives à la prévention et à la gestion des déchets.

Ordonnance du 17 décembre 2010 portant diverses dispositions... dans le domaine des déchets.

Directive-cadre n°2008/98/CE sur les déchets.

Décret n°2006-302 du 15 mars 2006, désormais codifié au sein de la partie réglementaire du code de l'environnement, et l'**Arrêté du 15 mars 2006** ont achevé la transposition de la directive 1999/31/CE et de la Décision n°2003/33/CE du 19 décembre 2002, en ce qui concerne les installations de stockage de déchets inertes (ISDI).

Arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux (*JO du 1er décembre 2002*) et **arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux** (*JO du 16 avril 2003*).

**Directive du 15 juillet 1975 (75/442/CEE) relative aux déchets modifiés par la directive du 18 mars 1991 (91/156/CEE) (JOCE du 26/03/91)**

La loi du 15 juillet 1975 porte sur l'élimination des déchets et la récupération des matériaux. Elle fixe les grands principes de la réglementation relative aux déchets. Les communes deviennent responsables de la collecte et de l'élimination des déchets des ménages.

Selon la loi du 15 juillet 1975, tout producteur de déchets est responsable du devenir de ses déchets ; les collectivités locales doivent organiser la collecte et le traitement des ordures ménagères de leurs habitants suivant des règles établies par le législateur. Par ailleurs, cette loi interdit les "décharges brutes" ou "dépôts sauvages". Elle est aussi à l'origine de la création de l'Agence Nationale pour la Récupération et l'Élimination des Déchets (ANRED).

### **Loi du 13 juillet 1992**

Source : J.O. du 14 Juillet 1992.

La loi de juillet 1992 tente d'établir une hiérarchie des objectifs de la gestion des déchets, d'ailleurs déjà formulée par une circulaire en date de 1990 relative à l'étude déchet. En particulier, la loi de juillet 1992 établit un objectif ambitieux en fixant 2002 comme date limite au delà de laquelle ne seront admis en décharge uniquement les déchets ultimes.

" Est ultime [...] un déchet, résultant ou non du traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par



extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. "

L'article 1 de la loi ébauche une gestion amont du déchet puisqu'il s'agit d'abord de prévenir ou réduire la production de déchets, notamment en agissant sur la fabrication et sur la distribution des produits. Le deuxième objectif de cette gestion amont vise à valoriser les déchets par réemploi, recyclage et toute autre action visant à obtenir à partir des déchets des matériaux réutilisables et de l'énergie.

Vient ensuite la gestion aval, à savoir le transport, le traitement et la mise en décharge qui continue en fait à être privilégiée au détriment de l'amont étant donné le nombre des dispositions la concernant. L'article 1 de la loi aborde l'organisation du transport le transport des déchets et la limitation en distance et en volume. Le dernier principe touchant l'aval déclare que les déchets seront valorisés sans mettre en danger la santé de l'homme et sans que soient utilisés des procédés ou méthodes susceptibles de porter préjudice à l'environnement et notamment sans créer de risques pour l'eau, l'air ou le sol, la faune et la flore.

La loi instaure également en faveur de l'administration et vis-à-vis des producteurs de déchets une obligation d'information (article 5 de la loi). Cette obligation est particulièrement rigoureuse pour les industriels produisant des déchets spéciaux (article 8). Toutes ces obligations sont pénalement sanctionnées par des peines correctionnelles (articles 24-1 et 3).

Le chapitre III a instauré des règles nouvelles plus protectrices de l'environnement et de la santé publique.

Les articles 10 et suivants ont institué un dispositif assez lourd fondé sur le principe de concertation des différents acteurs (fonctionnaires d'État, élus locaux, associations et industriels). Les plans doivent établir des inventaires prospectifs sur cinq ou dix ans des quantités et de la nature des déchets produits. Ils établissent aussi la proportion de déchets destinée à être recyclée, valorisée, détruite ou stockée et déterminent la nature des techniques de traitement ou de recyclage.

**Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994** portant application de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée et relatif notamment aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages (JO du 21/07/94)

**Circulaire du 15 février 2000** relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics (BTP)

#### **PLANIFIER LES DÉCHETS DU BTP avec pour objectif**

- assurer le respect de la réglementation (lutte contre les décharges sauvages, application du principe " pollueur-payeur ) ;
- mettre en place un réseau de traitement offrant aux professionnels un service de proximité ;
- réduire la mise en décharge et de favoriser la valorisation et le recyclage ;
- permettre l'utilisation des matériaux recyclés dans les chantiers du BTP ;
- impliquer les maîtres d'ouvrages publics dans l'élimination des déchets générés par leurs commandes.

#### **La planification doit prendre en compte l'ensemble de la filière**

- mise en place des collectes, mesures d'accompagnement et d'incitation au recyclage et à la réutilisation
- création de centres de tri, regroupement ou dépôt pour les matériaux valorisables

- création d'installations de recyclage et de centres de stockage des déchets ultimes).

**En matière de responsabilité, il est précisé que les maîtres d'ouvrages ont " la responsabilité de prévoir de donner aux entreprises et artisans du BTP, les moyens financiers, mais également en termes d'organisation et de délai, leur permettant de gérer les déchets de chantier".**

**Ainsi, les marchés publics de l'État devront :**

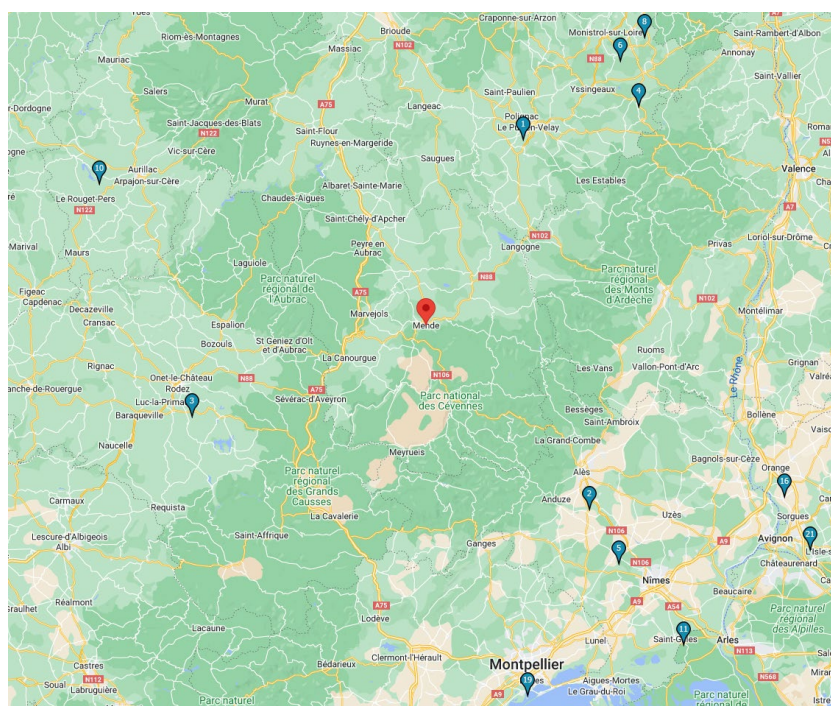
- inciter, avant la consultation, à l'établissement d'un diagnostic " déchet " ;
- prendre en compte, en amont, les coûts de gestion et d'élimination des déchets ;
- décrire les responsabilités de chacun et en prévoir la charge financière afférente ;
- limiter le recours aux matériaux naturels non renouvelables.

## 7. Annexe : centres de stockage des déchets

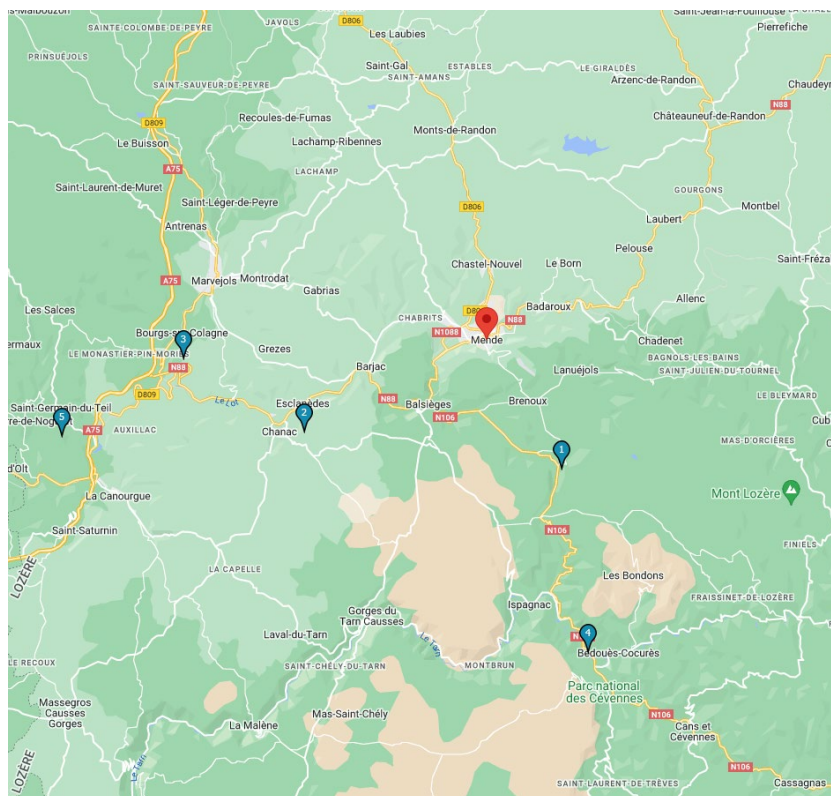
La loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 définit la notion de « déchets ultimes » (qui ne peuvent pas être traités) et stipule que depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002 seuls ces déchets peuvent être placés dans des centres d'enfouissement technique (décharges). Tous les autres devront être valorisés ou soumis à un traitement adapté.

Selon la nature de ces déchets, ils sont destinés à différents centres de stockage :

- **Le centre de stockage de classe 3** est destiné à recevoir des déchets inertes (Di) (déblais, gravats, béton, briques, tuiles et céramiques...). Le centre de stockage de classe 3 le plus proche se trouve à Polignac (à proximité de Le Puy-en-Velay) à une centaine de kilomètres de Mende.

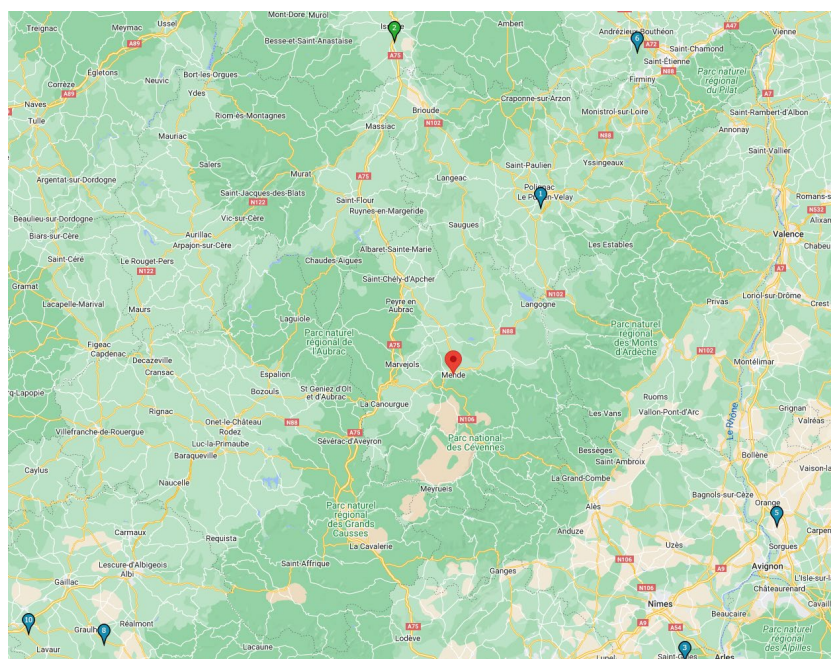






Carte des centres de stockage de classe 2 à proximité de Mende

- **Le centre de stockage de classe 1** est destiné aux déchets dangereux présentant des risques vis-à-vis de l'environnement, tels vernis, peinture et bois traités.  
Le centre de stockage de classe 1 le plus proche se trouve à Polignac (à proximité de Le Puy-en-Velay) à une centaine de kilomètres de Mende.



Carte des centres de stockage de classe 3 à proximité de Mende

## 8. Annexe : Exigences BDO en matière de chantier vert

7.1.2.5 Une charte de chantier propre est incluse aux DCE et la conception du bâtiment permettra de limiter la production de déchets de chantier

7.1.3. Suivre l'avancée du chantier BDO et gérer les déchets et nuisances / 1X = 0,28 pts / 10X = 2,7 pts	
7131	Au moins une réunion est organisée au démarrage du chantier pour former les intervenants à la démarche BDM en cours et aux implications sur leurs missions
7133	Au moins un test d'infiltrométrie est prévu au clos couvert, en présence de tous les acteurs du chantier, afin d'identifier et de réparer d'éventuels défauts d'étanchéité
7134	Les principes du chantier vert sont appliqués, notamment au regard des spécificités territoriales
7135	La propreté sur le chantier est assurée, notamment au regard des spécificités territoriales (en particulier le vent)
7136	Les déchets produits pendant le chantier sont intégralement triés et valorisés à travers les filières de recyclage dédiées et disponibles régionalement
7137	Les déchets de déconstruction sont intégralement triés et valorisés à travers les filières de recyclage dédiées et disponibles régionalement (ou il n'y a pas de déconstruction)
7138	Les rejets dans le sol et dans l'air sont maîtrisés pendant le chantier
7139	Les consommations d'eau et d'énergie sont maîtrisées pendant le chantier
71310	Le chantier minimise les nuisances pour le voisinage (bruit, vibrations, circulation des camions, ...)
71312	Les matériaux et systèmes techniques sont protégés de l'humidité et des poussières en phase chantier, et sont disposés afin d'éviter la création de piège à faune
71313	Le chantier minimise les impacts sur la biodiversité et les arbres sont protégés
71314	La perméabilité à l'air du bâti est améliorée par rapport aux exigences réglementaires.
71315	Les réseaux aérauliques font l'objet de contrôles renforcés.

## 9. Signatures des entreprises :

### Campus Compétences Entreprises Lozère – Nouveau siège CCI

### CHARTRE DE CHANTIER PROPRE A FAIBLE IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Chaque entreprise s'engage à respecter la réglementation en vigueur et l'intégralité des clauses de cette charte.

	Signature et date		Signature et date
Lot 1 :		Lot 9 :	
Lot 2 :		Lot 10 :	
Lot 3 :		Lot 11 :	
Lot 4 :		Lot 12 :	
Lot 5 :		Lot 13 :	
Lot 6 :		Lot 14 :	
Lot 7 :		Lot 15 :	
Lot 8 :		Lot 16 :	
Lot 17 :			